
LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.*

Nº. LXVII.

Du Dimanche 30 Août 1789.

SUR l'observation que le comité des recherches étoit à la fin de ses fonctions, M. le président a proposé de le renouveler pour quinze jours,

L'ordre du jour étoit la discussion de ce qui avoit fait le sujet de la séance de la veille; mais M. le comte de Crillon ayant observé qu'il avoit à faire part à l'assemblée de choses fort importantes, la parole lui a été donnée. « Personne ne respecte plus que moi, a-t-il dit, le temps de l'assemblée, & je me garderai bien d'en abuser; je me propose seulement d'avoir l'honneur de lui observer qu'elle n'a rien de plus instant que de rendre un décret confirmatif pour le paiement des impôts, & pour la fixation du prix du sel à six sols la livre; elle pourroit renvoyer au comité de rédaction ces deux objets, ou nommer un comité d'impositions dont les fonctions seroient distinctes de celui des finances. Ce comité s'occuperait de la suppression des impôts les plus onéreux, & pourvoiroit à leur

Tom. II.

Dd

remplacement, en se concertant à cet égard avec le ministre des finances ; le grand ouvrage de la constitution marcheroit en même-temps, pendant que ce comité prépareroit un travail sur les états provinciaux & les municipalités. L'assemblée n'a rien statué sur cet objet.

M. Bouche a dit qu'il falloit s'occuper de l'existence politique de la nation, avant de se livrer à de nouvelles discussions ; qu'il lui paroissoit que la cause de celle qui avoit été agitée la veille, avec tant de chaleur, étoit venue de ce que l'on avoit voulu réunir plusieurs articles en un seul ; il a prétendu ensuite qu'il y avoit quatre monarchies, une *despotique*, une autre *absolue*, la troisième *élective*, & la quatrième *limitée* ; c'est cette dernière où les deux pouvoirs sont distincts & séparés. Le développement de toutes ces définitions l'auroit mené fort loin ; mais il s'est contenté de faire remarquer qu'elles convenoient toutes au gouvernement français, & qu'avant de traiter la grande & très-importante question de la sanction, il falloit savoir ce que c'étoit qu'un gouvernement monarchique.

Ainsi, depuis deux jours les opinions ne cessent de varier sur la manière d'entreprendre la constitution ; les uns vouloient commencer par établir les principes du gouvernement français ; les autres, entamer hardiment la grande question de la sanction royale & de la permanence des assemblées de la nation ; une sorte de méfiance secrète sembloit aliéner involontairement tous les esprits.

Un observateur tranquille & impartial doit trouver le moment actuel aussi intéressant par la grandeur des objets qui se traitent dans l'assemblée nationale, qu'étonnant par le choc des intérêts divers & des opinions contraires. D'un côté sont les principes avec leur rigide austérité ; de l'autre, la prudence avec ses craintes. Aucun des partis ne manifeste encore entièrement ses intentions ; & au milieu d'eux

réside l'intérêt général de vingt-cinq millions d'hommes, qui doit se faire entendre, malgré même les dissensions qui pourroient le contrarier. Mais les assemblées des hommes libres doivent être tumultueuses & violentes; une morne apathie ne convient qu'aux esclaves.

« Je crois que l'assemblée a été divisée hier, sur le premier article du projet de rédaction, a dit M. le vicomte de Noailles, parce qu'on lui en avoit présenté un trop grand nombre. Dans certains articles, la sanction royale paroïssoit nécessaire; elle ne le paroïssoit pas dans d'autres; il auroit fallu convenir, avant tout, de la nature de cette sanction; si elle est nécessaire, comment elle doit être employée, si l'assemblée nationale sera permanente, & s'il y aura deux chambres ou une seule; c'est alors que la constitution auroit marché rapidement; & pour y parvenir je fais la motion de discuter les questions suivantes: 1°. Ce que c'est que la sanction royale; 2°. si elle est nécessaire pour les actes législatifs; 3°. dans quel cas la sanction doit être employée, & de quelle manière; la 4°. permanence de l'assemblée nationale; 5°. enfin, la division des chambres. »

« Plus le travail est difficile, disoit M. de Lameth, plus il faut de la méthode. Le pouvoir législatif doit passer avant l'exécutif. Nous ne devons pas oublier la déclaration des droits, répondoit M. Mounier; c'est le premier chapitre de la constitution. Passons au corps législatif, voyons quelle doit être son organisation, & quelle est la nature de notre gouvernement: il est bon de traiter la sanction royale en point de question, & d'examiner quelle doit être l'influence du roi dans le corps législatif. M. de Virieux ajoutoit qu'il falloit consacrer d'abord quelle sera l'autorité royale; que le roi étant une portion constituante du pouvoir législatif, on devoit s'occuper de lui avant toutes choses; que tel étoit l'ordre du jour. »

M. Guillotin annonçoit des vues plus étendues que ceux qui l'avoient précédé ; il ne pouvoit pas douter que la sanction royale n'eût été la seule cause des dissensions de la veille , & que son adoption pure & simple entraîneroit peut-être de grands inconvéniens. « On ne doit pas traiter aujourd'hui la sanction , observoit-il ; cet article devant recevoir des modifications , on ne peut les arrêter sans voir tous leurs rapports avec les autres parties de la constitution. Il est nécessaire que le comité nous présente un plan général ; cela abrégera le travail : une décision actuelle sur la sanction seroit imprudente & dangereuse. Il proposoit en conséquence qu'il fût ordonné par l'assemblée au comité de constitution , de présenter un plan sur l'organisation des différens pouvoirs qui seroient discutés dans les bureaux ; qu'en attendant , les *points présentés* fussent discutés , mais sans prendre aucun parti décisif. »

M. Guillotin s'occupant ensuite de la santé de ses confrères , & peut-être aussi de la maturité des délibérations , a demandé qu'il n'y eût plus d'assemblée le soir , le méphétisme de la salle étant au physique ce que l'exaltation des têtes est au moral ; effet inévitable d'un séjour trop long dans une grande assemblée.

Alors M. Regnaut , réunissant les deux motions de M. Guillotin & de M. le vicomte de Noailles , motions dont l'esprit étoit le même , quoique différentes dans la forme , a dit qu'il falloit entamer les grandes questions à la fois , parce que l'influence de la périodicité ou de la permanence des assemblées , ainsi que leur formation en une ou deux chambres , étoit trop sensible pour être méconnue , quand il s'agira d'examiner comment se fait la loi , & quelle influence le roi doit avoir sur sa formation.

M. de Bouville disoit au contraire , qu'il ne s'agissoit pas dans l'article premier déjà discuté , ni des droits du roi ,

ni des droits de la nation ; il s'agit de savoir si le gouvernement est monarchique. Avant de proposer un plan de constitution, il faut savoir quelle espèce de gouvernement nous devons avoir ; la question de la sanction est indépendante de la première ; ensuite revenant à ses cahiers, M. de Bouville disoit qu'ils avoient fixé plusieurs articles constitutionnels, & que devant opiner d'après eux, il n'y avoit lieu à délibérer sur les motions proposées, mais seulement à reprendre l'ordre du jour, ce qui a été appuyé par M. Madier, qui a invoqué le règlement.

« Il est nécessaire d'éloigner les craintes réciproques ; s'écrioit M. Target, en appuyant les motions, & d'attaquer de front les questions importantes. Dès que nous serons réunis sur ces grands objets, il n'y aura plus de débats. Alors, concourant tous au même but, la constitution ne sera plus retardée dans sa marche ; il est absolument nécessaire de dégager nos discussions de cet esprit de parti qui excite nos débats tumultueux. Il faut creuser jusqu'aux sources de nos opinions secrètes.

« Mais pour traiter la question du concours de l'autorité royale à la formation de l'acte de législation, il faut avoir sous les yeux un plan complet de constitution sur lequel le comité prendra un parti à sa manière ; nous discuterons alors la sanction royale, & vous jugerez de l'importance de cette question par la tranquillité qui régnera ensuite dans vos assemblées. »

En effet, qui ne sentoît que la sanction royale étoit fortement influencée par la permanence de l'assemblée, & par la division ou la réunion des chambres. « Le mot de sanction est vague par lui-même, disoit M. Alexandre de Lameth, & pour en déterminer le sens, il faut une discussion libre & entière ». Il demandoit le renvoi à lundi. M. Goepelle de Prefeld prouvoit aussi qu'en faisant une constitu-

tion, on devoit examiner si le Roi est ou n'est pas partie de la législation; que c'étoit en d'autres termes *parler de la sanction*, & qu'ainsi, c'étoit le cas de discuter dans le moment cette question; mais M. Madier, en invitant toujours à ce qu'en exécutant le règlement, on déclarât n'y avoir lieu à délibérer sur la motion pour s'occuper de l'article premier suivant l'ordre du jour, disoit que devant être gouvernés par un monarque, il falloit déterminer l'existence du gouvernement monarchique avant de faire une constitution qui y fut relative.

Ici quelques mouvemens se sont élevés, & M. Dumetz a observé que si l'on vouloit avoir le bonheur d'une constitution, il falloit laisser discuter paisiblement ceux qui vouloient y conduire; M. Duport continuant les débats, & invoquant aussi les réglemens, a présenté ensuite les rapports qui lioient toutes les parties de la constitution. Il desiroit un plan général, il distinguoit les différentes espèces de *veto*, & faisoit sentir l'impossibilité de décider de telles questions sans un plan général préalable.

Au milieu de ce flux & reflux d'opinions, M. de Traci revenoit aux principes du gouvernement français, & vouloit qu'en déclarant n'y avoir lieu de délibérer, l'on s'occupât du quatrième article, en le rédigeant de manière qu'il ne préjugât aucune question sur la distribution des pouvoirs. Il propoisoit la rédaction suivante: » tout acte de législation doit être fait par les représentans de la nation, & le roi doit y participer suffisamment pour assurer son vouloir, & pas assez pour opprimer les droits de la nation.

M. d'André a repris la question, en disant, qu'il ne croyoit pas la sanction indépendante de la législature, & que le *veto* étoit le boulevard de la liberté française; il a proposé de discuter la sanction du roi.

Alors on a décidé par *assis & levé*, qu'il n'y avoit pas lieu à délibérer, & on alloit s'occuper de rejeter ou d'admettre la motion de M. le vicomte de Noailles, lorsqu'on a demandé qu'elle fut divisée.

MM. Renaut, Barnave, de Laupierre & de Mirabeau s'y sont opposés, en prouvant la dépendance réciproque de ces questions.

« Avant d'examiner ce qu'est le corps législatif, examinons ce que nous sommes nous-mêmes pour agiter ces grandes questions, disoit M. Redons. Sommes-nous une puissance ou des délégués ? avons-nous des droits à exercer ou des devoirs à remplir ? qui prétendrait que nous sommes une puissance ? elle réside dans la nation ; c'est par elle que nous sommes ici ; que nous devons déclarer la volonté de nos commettans, en disant que le gouvernement français est un gouvernement monarchique ; ce n'est pas un droit que nous créons ; mais une volonté des commettans que nous déclarons ainsi d'après nos cahiers ; c'est une volonté générale ou particulière ; si ce n'est pas la volonté générale, la question est soumise à la sagesse de l'assemblée.

Autrement nous n'avons qu'à déclarer le genre du gouvernement que nos cahiers ont voulu maintenir ; il en est de même sur la question des deux chambres & sur celle de la sanction royale. Le silence ou le langage de nos commettans décidera si nous avons des droits à créer ou des droits à déclarer.

Ces principes applaudis par une certaine partie de l'assemblée, ont été réfutés par M. Pethion de Villeneuve, qui se plaignant de ce que M. Redons avoit fixé à l'assemblée des bornes trop étroites ; dans ce moment ; disoit-il, l'assemblée exerce le pouvoir constituant, puisqu'elle est envoyée pour faire la constitution ; elle ne l'a

pas d'une manière absolue & indéfinie , mais j'examine la question des cahiers , & je demande si nous devons les suivre ? Point de doute , toutes les fois qu'ils sont impératifs ; nos commettans nous ont prescrit de faire une constitution ; mais il n'y pas six cahiers qui aient prévu les différens articles de la constitution ; il n'en est pas six qui , sur la sanction royale , aient parlé des différens degrés d'influence de l'autorité du roi. Il faut une sanction , mais jusqu'à quel degré doit elle avoir lieu ? si nos commettans ne nous ont astreints qu'à la sanction , nous sommes les maîtres de sa *latitude*. Nous sommes obligés d'interpréter cette sorte de sanction ; ainsi , si le degré d'influence n'est pas prévu dans nos cahiers , la sanction peut être déterminée par chacun de nous. On a raison de dire que la sanction ne doit pas être discutée avant que de connoître l'organisation du pouvoir législatif.

M. Pison du Galand réclamoit la division des questions , & que l'on traitât seulement celle de la sanction , pour ne pas se jeter dans des difficultés inextricables. M. Populus appuyoit l'opinion de M. Pethion , & M. de Castellane insistoit pour que la motion de M. de Noailles ne fût pas divisée. M. Deschamps , reprenant la question des mandats , soutenoit que la sanction royale est une garantie que la nation a demandée pour elle-même dans les assemblées élémentaires. Il demandoit que la motion fut divisée.

La sanction est dans nos cahiers , disoit M. Mounier , mais quel degré d'influence doit-elle avoir ? Nos cahiers donnent-ils la liberté ? Nous pouvons organiser , d'après nos lumières , le corps législatif ; mais , quant à la sanction , nos commettans ne nous ont pas permis un *veto suspensif* ; ils nous ont dit que la loi seroit faite avec le roi , ou avec la sanction , ou son concours , & c'est toujours la même chose ; autrement vous pourriez vous pas-

fer de lui , & son consentement est cependant nécessaire en matière d'actes législatifs.

D'après ces débats , on est allé aux voix ; une grande majorité a décidé la division de la motion de M. le vicomte de Noailles ; on a déclaré ensuite n'y avoir lieu de délibérer sur l'amendement de M. de Lameth , qui demandoit qu'on traitât d'abord la question de la permanence & celle des deux chambres , qui étoient la seconde partie de la motion divisée.

Voici les trois articles sur l'admission desquels il restoit à prononcer , pour qu'ils fussent soumis à la discussion.

1°. Déterminer ce que l'assemblée entend par la sanction royale.

2°. Si elle est nécessaire pour les actes législatifs.

3°. Dans quel cas la sanction royale doit être employée , & de quelle manière.

On est allé aux voix , & ces trois articles ont été admis ; ils seront soumis demain à la discussion.

Aussi-tôt de nouvelles motions ont été faites ; M. de Mirabeau a réclamé l'appel nominat. Il ne convenoit pas en effet de délibérer par assis & levé sur les questions les plus importantes de la constitution : M. Mounier a fait la même réclamation ; un autre membre a demandé que chacun représentât son mandat & qu'il fût fait deux colonnes nominales par oui ou par non ; enfin M. de Laundines a lu un article de son cahier , conforme à cette demande.

Mais ces petites formes inquisitoriales ont été repoussées d'abord par M. le président qui a rappelé à l'assemblée un décret rendu par les députés de la sénéchaussée de Nîmes qui avoient fait une pareille demande d'après leurs cahiers.

M. de Mirabeau a fait sentir bientôt combien ces listes

étoient contraires à la liberté des assemblées ; si le respect humain est une arme terrible qu'il faut ménager , disoit-il , ces moyens ne conviennent ni à la dignité , ni à la fraternité de l'assemblée. Dans un pays voisin la chambre des communes n'est jamais souillée d'aucune protestation ; si on en a vu dans la chambre-haute , c'est que ses membres y défendent un droit individuel ; mais ne donnons pas une opiniâtreté funeste aux opinions , & n'élevons pas un monument de division & de discorde. Ces principes étoient conformes à un décret solennel pris le 17 juin , sous la présidence de M. Bailli , lorsque les communes se constituèrent en assemblée nationale ; aussi M. Desprémenil , qui n'y étoit pas opinait fortement pour qu'il fût fait des listes nominales. Cette forme , qui vaut bien celle de 1614 , lui paroissoit propre à prouver si les députés sont fidèles à leurs mandats ; « Nous ne sommes , disoit-il , que des mandataires liés par nos commettans , & je regarde la sanction absolue comme le rempart de la liberté publique. Mon cahier porte , que la loi ne se fera que moyennant la sanction du roi , sans que sa religion soit obligée en aucun cas d'exposer les motifs de son refus ».

Après avoir insisté sur le droit du roi d'agréer ou de refuser la loi faite par les états-généraux , il a proposé la forme suivante , bien propre sans doute à établir la liberté & la confiance dans l'assemblée.

Avant l'appel nominal , il sera fait un appel des bailliages , & le premier député de chaque ordre , de chaque bailliage , sera tenu de déclarer la volonté de ses commettans. « Les trois ordres , ajoutoit-il , ont existé dans les assemblées des bailliages. La loi y a été faite par la nation , & nous ne devons que la déclarer ».

La science du droit public est si vaste qu'on y découvre

tous les jours de nouveaux principes; les publicistes avoient cru jusqu'à présent que des cahiers n'étoient pas des législateurs, & qu'une assemblée nationale n'étoit pas réduite à être simplement l'écho des assemblées élémentaires. Il étoit réservé à l'auteur de cette motion de remettre dans les mains du roi, sous le nom de sanction ou de *veto*, le pouvoir vraiment législatif joint au pouvoir exécutif; de faire évanouir dans les assemblées de la nation le pouvoir législatif dont l'assemblée célèbre de 1789 se glorifioit avec tant d'éclat, & de donner au monarque l'utile & bienfaisant privilège de rendre illusoires plusieurs décrets fameux dont les peuples ont déjà béni la sagesse.

Après avoir entendu M. Desprémenil, un membre des communes a plaisamment à ajouté sa motion: « puisqu'on demande que chaque premier député des divers ordres de bailliages déclare la volonté de ses commettans, ne feroit-il pas convenable que chacun de ses députés déclarât en même temps le nombre de ces mêmes commettans ». Il faut croire que ce membre avoit tort, car sa demande tendoit à faire croire que la volonté générale est formée de la majorité des volontés particulières; au lieu que la motion principale tendoit, conformément aux grands principes, à la faire consister dans la majorité des cahiers; &, comme chacun de ce qui s'appelloit jadis les trois ordres a fourni, dans chaque bailliage, son cahier particulier, la manière d'opiner *par cahier*, rameneroit adroitement le système heureusement oublié de l'opinion par ordre.

Aussi M. de Mirabeau n'a pas manqué d'observer que d'après ce système, M. Desprémenil auroit pu envoyer son cahier à sa place, mais que l'on auroit été privé du plaisir de l'entendre.

M. le duc de Liancourt & M. l'abbé Grégoire ont très-

bien remarqué que les députés ne répondoient qu'à leurs commettans & à leur conscience de l'exécution des cahiers, & qu'ils n'en devoient aucun compte à l'assemblée nationale. Encore est-il vrai que les cahiers ne peuvent lier les consciences parce qu'ils sont essentiellement subordonnés à la supériorité des lumières de l'assemblée générale, & que ce seroit faire autant de législateurs de ceux dont le pouvoir ne consiste qu'à les nommer.

M. le président a terminé ces inutiles débats, en disant que le règlement étoit impératif; qu'il en avoit été donné un extrait aux députés de la sénéchaussée de Nîmes; qu'il n'y avoit pas même lieu à délibérer, & qu'on feroit seulement un appel nominal.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, libraire, au Palais-Royal, n^{os} 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume; on est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent.